



09.462

Parlamentarische Initiative
Lüscher Christian.
Liberalisierung der Öffnungszeiten
von Tankstellenshops

Initiative parlementaire
Lüscher Christian.
Libéralisation des heures d'ouverture
des shops des stations-service

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.05.12 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.09.12 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.12 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 14.12.12 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.12.12 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Bundesgesetz über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel
Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce

Art. 27 Abs. 1quater

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Schelbert, Fässler Hildegard, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Marra, Pardini)
Auf Autobahnraststätten dürfen in Tankstellenshops ...

Art. 27 al. 1quater

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Schelbert, Fässler Hildegard, Leutenegger Oberholzer, Maire Jacques-André, Marra, Pardini)
Les magasins des stations-service qui sont situés sur les aires des autoroutes et dont les marchandises ...

Schelbert Louis (G, LU): Als Sprecher der Minderheit beantrage ich, die 24-Stunden-Öffnung der Tankstellenshops, wenn überhaupt, dann nur auf Autobahnraststätten zu gestatten. Damit würde der Passus "an Hauptverkehrswegen mit starkem Reiseverkehr" gestrichen. Der Minderheitsantrag würde dem Gesetzestext eher entsprechen, denn dieser sieht vor, dass das Sortiment auf die Bedürfnisse der Reisenden ausgerichtet sein muss. Nächtliche Autoreisen finden aber fast nur auf Autobahnen statt.

Bei der Debatte über diese Vorlage fällt leider zu oft ausser Betracht, dass das Arbeitsgesetz zum Schutz der arbeitenden Bevölkerung besteht. Es verbietet Nacht- und Sonntagsarbeit, weil die Schädlichkeit von Nacht- und Sonntagsarbeit vielfach belegt ist. Sie sind der Gesundheit abträglich, sie belasten das Sozial- und Familienleben, und sie behindern das gesellschaftliche Leben inklusive der Wahrnehmung von religiösen und kirchlichen Bräuchen. Das scheint der Mehrheit gleichgültig zu sein, und sie nimmt auch offenkundige Widersprüche in Kauf. Der Gesetzestext nennt die Bedürfnisse der Reisenden. In der Begründung zum Initiativtext





aber wurde der Bedarf von Polizisten, Schichtarbeitern und Taxifahrern betont. Die grösste Nutzergruppe dürften des

AB 2012 N 2039 / BO 2012 N 2039

Nachts indessen Partygänger sein – von Notwendigkeit ist da keine Spur!

Auch ökologische Gründe sprechen gegen die Vorlage der Kommission. Tankstellenshops werden meist mit Motorfahrzeugen angefahren. Das ruft unnötigen Mehrverkehr mit allen negativen Begleiterscheinungen wie Lärm oder Luftverschmutzung hervor. Das Einkaufen mit dem Auto würde begünstigt, das Einkaufen mit dem Auto würde als attraktiv dargestellt. Dieses Signal ist für die Minderheit völlig verkehrt.

Weiter würde sich die Initiative negativ auf den Detailhandel in Städten und Dörfern auswirken. Der Mehrumsatz der begünstigten Shops ginge anderen Detaillisten ab. Niemand hat mehr Geld für den Konsum zur Verfügung, wenn die Läden länger geöffnet sind. Den übrigen Läden in den Dörfern und Städten blieben nur Wettbewerbsnachteile. Das würde die Versorgungssicherheit schwächen. Einkaufen muss auch ohne Auto möglich bleiben.

Schliesslich würden Tag-, Nacht- und Sonntagsarbeit bei Tankstellenshops nicht ohne Folgen auf benachbarte Branchen bleiben. Betroffen wären die Zulieferung, der Unterhalt, die Sicherheit und andere Bereiche. Deren Personal hätte ebenfalls mit einer Ausdehnung der Arbeitszeit zu rechnen. Dazu kämen auch hier Mehrverkehr und die damit verbundenen negativen Auswirkungen auf die Umwelt.

Schliesslich gilt es, die Initiative in einen grösseren Zusammenhang zu stellen. Ihr Fernziel sind freie Öffnungszeiten und die Beseitigung des Nacht- und Sonntagsarbeitsverbots. Wir sehen uns einem eigentlichen Powerplay ausgesetzt. Angriffe erfolgen mal frontal, mal als kleiner Schritt, mal auf eidgenössischer Ebene – so wie jetzt – und mal auf kantonaler Ebene. Dabei bleiben die Interessen des Personals und des Detailhandels, ein fairer Wettbewerb und die Umweltsorgen auf der Strecke; das darf nicht sein. Wir wissen uns mit dieser Haltung nahe bei der Bevölkerung. Diese stimmt meistens gegen solche Liberalisierungen, zuletzt 2009 in Uri, 2010 in St. Gallen, Genf und Neuenburg oder in diesem Jahr im Kanton Luzern.

Unser Minderheitsantrag will die Nachteile der Vorlage minimieren. Seine Annahme ist die letzte Chance, um eine eidgenössische Volksabstimmung zu verhindern. Obsiegt die Variante der Mehrheit der Kommission, ist das Referendum beschlossene Sache. Es gibt eine lange Liste von Organisationen, die dafür einstehen: kirchliche Institutionen wie die Schweizer Bischofskonferenz und der Schweizerische evangelische Kirchenbund, Gewerkschaften und Personalverbände, eine Reihe von politischen Parteien und die Schweizerische Gesellschaft für Arbeitsmedizin, um einige zu nennen.

Ich bitte Sie, folgen Sie dem Antrag meiner Minderheit.

Marra Ada (S, VD): Les deux Commissions de l'économie et des redevances persistent et signent, se moquant de l'avis de 20 cantons sur 26 qui se sont prononcés contre le projet issu de l'initiative parlementaire Lüscher; les commissions et les Chambres fédérales sont décidées à vider la substance, déjà si ténue, de la loi sur le travail.

C'est à une attaque en règle contre ce droit que l'on assiste depuis des années en Suisse. En huit ans, on a voulu libéraliser les horaires d'ouverture dans les centres de transports publics, autoriser de travailler quatre dimanches par année en relation avec les ouvertures de Noël, abaisser l'âge de protection pour les jeunes salariés en le faisant passer de 20 à 18 ans et en élargissant les possibilités de travailler de nuit jusqu'à 16 ans dans un certain nombre de branches. Puis est arrivée l'initiative populaire "Le client est roi" du Parti libéral-radical zurichois. Puis on a voulu étendre l'horaire du travail dominical du personnel au sol dans le domaine aérien et ainsi de suite. Depuis 2006, ce ne sont pas moins de treize votations cantonales qui ont eu lieu sur le sujet. Et le peuple a dit non dans 90 pour cent des cas à ces tentatives d'extension des horaires et à la libéralisation plus marquée du droit du travail. Cette année encore, c'est à Zurich que le peuple a dit non à 70 pour cent à l'initiative "Le client est roi". Dans le canton de Lucerne, on s'est opposé à 55 pour cent à une extension d'une heure des horaires d'ouverture des commerces le samedi.

Voilà pour le contexte général du passé, mais nous pourrions parler de l'avenir. L'initiative parlementaire Lüscher n'est pas encore sortie du four, si j'ose dire, que l'attaque suivante est présentée, à savoir la motion Lombardi, "Force du franc. Harmonisation partielle des heures d'ouverture des magasins", qui n'a pas fait un pli en commission. Elle demande l'ouverture des magasins de 6 heures du matin à 20 heures. Or, on sait que c'est dans le commerce de détail que les conditions de travail sont les plus précaires et les moins bien respectées. Les conventions collectives de travail y sont rares. Il n'y a pas de salaire minimum, pas de treizième salaire ni d'assurance perte de gain en cas de maladie, le travail se fait sur appel, ceci sans compter le fait que la vie sociale et familiale du personnel est limitée dans ce type de travail. On nous dira qu'il ne s'agit ici que



de quelques travailleurs qui sont concernés par le projet issu de l'initiative parlementaire Lüscher. C'est bien sûr faux puisqu'en fonction de ces ouvertures, ce sont naturellement d'autres branches qui doivent s'adapter: sécurité, nettoyage, livraison, garde des enfants, etc.

Il y a bien sûr les nuisances pour les employés que je viens de mentionner, mais il y a aussi les conséquences pour notre société. Vous avez pu constater la multiplication, au cours des dernières années, sur tous les axes de trafic, de ces shops. Qu'il s'agisse d'axes principaux ou d'axes secondaires, ces shops génèrent un trafic automobile, mais malheureusement aussi d'autres types de trafic. Ils sont situés en marge des villes, le long de grands axes routiers. Après 22 heures, 70 pour cent du chiffre d'affaires des shops, hormis la vente d'essence, provient de la vente d'alcool. Ce dont nous parlons, c'est d'une libéralisation des horaires des shops, visant à vendre à 70 pour cent de l'alcool après une certaine heure.

Ce projet ne concerne pas les voyageurs au long cours traversant la Suisse, mais les personnes souhaitant consommer à toute heure de la nuit. C'est un changement énorme de paradigme. Est-ce vraiment de cela que la Suisse a besoin? Le peuple a déjà répondu quasiment à chaque fois non à cette question. Comme vous le savez, Monsieur Pardini du syndicat Unia nous l'a annoncé lors du précédent débat, un référendum sera lancé si ce projet est accepté par notre Parlement. Le peuple confirmera une fois de plus qu'il n'a pas la même vision de la société que vous.

Pour toutes ces raisons, le groupe socialiste rejettera ce projet au vote final.

Germanier Jean-René (RL, VS): Nous sommes ici dans un débat portant sur une divergence. Or il me semble que nous reprenons le débat au complet sur le projet issu de l'initiative parlementaire Lüscher, qui ne concerne en fait que très peu de commerces. Il s'inscrit aussi dans le cadre des mesures de lutte, contre le tourisme d'achat notamment, qui s'est développé dans des proportions jamais atteintes. D'ailleurs la pression vient du Tessin, de Genève et d'autres régions frontalières qui se trouvent dans une situation de concurrence déloyale, puisque les pays voisins ont libéralisé les heures d'ouverture beaucoup plus largement que ce qui se fait en Suisse, ce qui provoque une distorsion de concurrence.

Sur le fond, je trouve dommage que, du côté de la gauche et des syndicats, on ne voie pas une opportunité de développer les conventions collectives de travail pour des collaborateurs qui souvent souhaitent travailler avec des horaires particuliers et bien sûr avec des salaires plus élevés pour les prestations fournies hors des horaires normaux. C'est vraiment vouloir dicter à ces gens, malgré eux, leur façon de travailler, ou les empêcher de travailler, que d'imposer par cette idéologie fondamentaliste le refus d'une plus grande libéralisation des heures d'ouverture des commerces, qui répond surtout à une véritable demande des consommateurs. Nous le voyons dans tous les shops et les commerces qui connaissent une extension des heures d'ouverture, pour lesquels on constate qu'il règne une situation chaotique de concurrence déloyale.

AB 2012 N 2040 / BO 2012 N 2040

Après ces quelques considérations concernant l'esprit du projet que nous soutenons, j'en viens à la divergence avec le Conseil des Etats à l'article 27, véritable sujet qui nous occupe.

Le groupe libéral-radical vous propose d'accepter la formulation du Conseil des Etats, qui inclut dans le champ d'application les "axes de circulation importants fortement fréquentés par les voyageurs". Comme on l'a bien compris en commission, nous évitons ainsi d'introduire une nouvelle notion concernant la mobilité et nous facilitons par là même la mise en application du projet.

Schwaab Jean Christophe (S, VD): Monsieur Germanier, vous accusez ceux qui refusent la prolongation des horaires d'ouverture de fondamentalisme. Accusez-vous donc aussi le peuple lucernois, le peuple zurichois, le peuple genevois, voire le peuple de votre propre canton qui a refusé les dernières propositions de libéralisation des horaires d'ouverture, d'être des fondamentalistes?

Germanier Jean-René (RL, VS): Il s'agissait souvent de votations sur l'autorisation du travail le dimanche et à d'autres moments. Il est possible qu'il y ait eu ce type de raisonnement. Mais quand on voit le comportement du consommateur lui-même, qui vote peut-être contre mais qui va lui-même dans les commerces pendant le week-end, c'est un petit peu comme ceux qui votent contre les routes et qui ont deux voitures dans le garage.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Wir sind in der Differenzvereinbarung. Der Bundesrat unterstützt grundsätzlich die Stossrichtung der Gesetzesrevision. Der Bundesrat bittet Sie allerdings, beim Begriff "an Hauptverkehrswegen mit starkem Reiseverkehr" zu bleiben. Ihre Kommission hat sich mehrheitlich dem Bundesrat und dem Ständerat angeschlossen.

Es gibt drei Gründe für die Gesetzesrevision:



1. Die betroffenen Tankstellenshops werden administrativ entlastet, weil sie künftig zwischen ein und fünf Uhr nachts nicht mehr einen Teil des Sortiments abdecken müssen.
2. Die Änderung des Arbeitsgesetzes ist auch im Sinne der Kundschaft, denn gerade bei Personen, die während der ganzen Nacht arbeiten, kann ein Bedürfnis nach den in den Tankstellenshops erhältlichen Artikeln auch zwischen ein und fünf Uhr nachts vorhanden sein. Da die Arbeitnehmenden, die die Tankstellen oder die Tankstellenbistros bedienen, sowieso da sind, muss nicht mit einer erheblichen Zunahme der Nachtarbeit gerechnet werden.
3. Eine durchgehende Öffnung in der Nacht und die damit zusammenhängende Beschäftigung setzen voraus, dass die kantonale Ladenöffnungsgesetzgebung dies zulässt.
Wie gesagt, der Bundesrat beantragt Ihnen, bei der heutigen Formulierung zu bleiben, nämlich bei "an Hauptverkehrswegen mit starkem Reiseverkehr". Die Verwaltungs- und die Gerichtspraxis haben konkretisiert, was unter den bisherigen Beschreibungen zu verstehen ist. Neue Begriffe könnten wiederum zu Unklarheiten und Abgrenzungsfragen und damit zu Vollzugsunsicherheit führen. Der Bundesrat möchte mit diesem Antrag den im Rahmen der Vernehmlassung insbesondere von den kantonalen Vollzugsbehörden geäußerten Bedenken Rechnung tragen.
Ich bitte Sie also, der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen. Dann sind noch Begriffsklärungen notwendig. Ich nehme an, diese werden vorgenommen, ohne dass ich sie ausführe.

Darbellay Christophe (CE, VS), pour la commission: Nous devons ici éliminer une divergence créée par le Conseil des Etats. En effet, lors de la session d'automne, le Conseil des Etats a préféré, par 33 voix contre 10, adopter la version de l'avis du Conseil fédéral. Ce texte limite la libéralisation des horaires d'ouverture des shops qui ne se trouvent pas sur des aires d'autoroutes à ceux situés, selon l'expression consacrée, "le long d'axes de circulation importants fortement fréquentés par les voyageurs" et non, selon la formulation de notre conseil, à ceux situés "en bordure des grands axes routiers". C'est donc la version restrictive, qui correspond à la législation en vigueur, qui a été retenue tant par le Conseil des Etats que par le Conseil fédéral.

Par 18 voix contre 5 et 2 abstentions, la commission vous propose de vous rallier au Conseil des Etats. La majorité de la commission pense que la formulation du Conseil fédéral et du Conseil des Etats correspond à une notion établie qui se trouve au niveau de l'ordonnance 2 relative à la loi sur le travail et dont le champ d'application ne posera par conséquent pas de problème. A l'inverse, notre conseil propose un concept juridiquement indéterminé, plus flou, dont la mise en application peut poser problème.

Outre cet élément relatif à la sécurité du droit, il faut rappeler qu'on a toujours argumenté en faveur du projet issu de l'initiative parlementaire Lüscher en soulignant qu'il s'agissait juste de permettre aux shops d'ores et déjà ouverts de ne pas devoir barrer l'accès à certaines parties du magasin, à certains étalages durant la nuit. Seule la version du Conseil des Etats est cohérente, puisqu'elle se limite aux seuls shops des stations-service qui sont – si je puis dire – déjà ouverts. La version de notre conseil serait également favorable aux shops qui ne peuvent actuellement pas être ouverts durant la nuit.

Une minorité Schelbert propose par ailleurs de limiter encore plus fortement la libéralisation des horaires d'ouverture aux shops se trouvant sur les aires des autoroutes. La commission a aussi rejeté cette proposition, par 18 voix contre 7, estimant que la nouvelle réglementation serait trop restrictive et exclurait de manière injustifiée des shops qui sont déjà ouverts actuellement.

Rappelons que cette proposition de minorité n'est pas nouvelle, qu'elle a déjà été traitée en première lecture et que notre conseil l'a rejetée en mai 2012 par 115 voix contre 64.

Noser Ruedi (RL, ZH), für die Kommission: Die parlamentarische Initiative Lüscher ist – und das möchte ich nochmals in Erinnerung rufen – eine Reaktion auf eine Verschärfung der Praxis durch das Seco. Die Initiative möchte den alten Zustand wiederherstellen, mehr nicht. Indem die Kommissionsmehrheit jetzt auf die Variante Ständerat eintritt, ist auch klar, dass dies das Einzige ist, was diese Initiative noch möchte. Damit möchten wir, wie der zuständige Bundesrat in seinem Votum gesagt hat, die Bestimmungen aufheben, die etwas komisch sind: Man kann zwar den Laden offenhalten und darin einen heissen Kaffee oder ein Bier verkaufen, aber eine Mineralwasserflasche über anderthalb Liter darf man nicht verkaufen. Ein anderes Beispiel: Sie können eine Aufbackpizza kaufen, aber Sie können nicht gleichzeitig eine Frucht kaufen. Das ist eine Dummheit. Um bei der Pizza zu bleiben: Sie dürfen eine Aufbackpizza, die tiefgekühlt in den Ofen kommt, zwar aufgebacken über die Gasse kaufen, aber eine tiefgefrorene Pizza dürfen Sie nicht mitnehmen. Diesen Zustand will die Initiative ändern, wenn Sie der Mehrheit der Kommission zustimmen.

Selbstverständlich kann man über viele Auswirkungen diskutieren, die diese kleine Änderung zeitigt. Mit einem Augenzwinkern könnte ich mir sogar vorstellen, dass Herr Schelbert mit seiner Eingrenzung Recht hat, wenn



ich sehe, wie viele kantonale Hauptstrassen momentan zu Nationalstrassen aufgewertet werden, denn dies verändert das Bild auch: In meinem Dorf gilt die Kantonsstrasse neuerdings als Nationalstrasse. Es gibt sehr viele Dinge, die aufgewertet werden. Ich bin nicht sicher, ob da die Differenz so gross ist.

Wir möchten also lediglich den alten Rechtszustand wiederherstellen. Darüber wird die Bevölkerung, wenn man abstimmen muss, halt abstimmen. Das kann man der Bevölkerung erklären; dann wird man einen Entscheid von der Bevölkerung erhalten.

Wenn man jetzt der Minderheit folgen will und diese Einkaufsmöglichkeit nur auf Autobahnen anbietet, aber gleichzeitig argumentiert, es sei nur Partyvolk, das diese Läden frequentiere, müsste man sich überlegen, ob es dann Sinn macht, wenn man 30 Kilometer weit zum nächsten geöffneten Shop fährt. Wäre es nicht besser, wenn man in der näheren Umgebung bedient werden könnte?

AB 2012 N 2041 / BO 2012 N 2041

In diesem Sinn beantragt Ihnen die grosse Mehrheit der Kommission, auf die Variante Ständerat/Bundesrat einzuschwenken, diese Differenz heute zu bereinigen und das Geschäft für die Schlussabstimmung bereitzumachen.

Präsidentin (Graf Maya, Präsidentin): Bevor wir zur Abstimmung kommen, möchte ich noch nachträglich zu einem Geburtstag gratulieren: Gestern, am 4. Dezember, feierte Herr Fathi Derder seinen Geburtstag. Von Herzen alles Gute! (*Beifall*)

Der Antrag der Mehrheit wird von der SVP-Fraktion und der grünliberalen Fraktion unterstützt.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 09.462/8306)

Für den Antrag der Mehrheit ... 112 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 62 Stimmen

Präsidentin (Graf Maya, Präsidentin): Die Vorlage ist damit bereit für die Schlussabstimmung.